

Le président colombien à l'ONU qualifie d'injuste le blocus de Cuba



Nations Unies, Sep 19 (RHC) Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a estimé aujourd'hui lors de son discours à la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, que Cuba est un pays injustement soumis à un blocus.

Sur le podium avant la plénière, il a affirmé que, de plus, un président de son pays - qu'il n'a pas mentionné, mais qui est Iván Duque (2018-2022) - a suggéré que Cuba soit inclus dans la liste des pays qui parrainent le terrorisme "uniquement parce qu'il a aidé à faire la paix en Colombie".

C'est ainsi que le président colombien a commencé son discours, rappelant sa récente tournée au Chili pour participer aux commémorations du 50e anniversaire du coup d'État contre le gouvernement socialiste de Salvador Allende, et à Cuba, où il a assisté au sommet du G77 et de la Chine.

Après la réunion de La Havane, M. Petro a affirmé que la conséquence criminelle de l'inscription de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme ne peut être maintenue parce que son fondement n'est rien

d'autre qu'un mensonge.

C'est pourquoi, au nom de son gouvernement, il a demandé le retrait de Cuba de la liste fallacieuse établie par les États-Unis.

Dans son profil sur X, il explique que cette inclusion est due à la demande faite par le gouvernement d'Iván Duque (2018-2022) aux États-Unis sous prétexte que Cuba - en respectant les protocoles des dialogues avec l'ELN sur la rupture du processus - les négociateurs de paix ne pouvaient pas être remis en otage, comme le demandait l'ex-gouverneur.

"Les accords antérieurs signés sous forme de protocoles par les pays de Colombie, de Cuba et de Norvège ont été trahis. Aujourd'hui, mon gouvernement négocie la paix avec ces mêmes négociateurs libres de l'ELN", a expliqué le chef de l'État.

Petro a souligné que la conséquence de la trahison par Duque de la parole donnée par le gouvernement colombien est qu'aujourd'hui la plupart des médicaments qui doivent être importés pour la vie des enfants ne peuvent pas entrer à Cuba.

"Il s'agit d'une conséquence criminelle qui ne peut être maintenue car elle ne repose que sur un mensonge. Des vies innocentes ne peuvent pas continuer à être perdues à cause du fondamentalisme aveugle pro-violence d'un ancien président colombien", a-t-il averti.

Il a averti que le gouvernement américain devait commencer à refermer et à guérir les blessures ouvertes dans l'histoire avec l'Amérique latine.

"Retirer Cuba de la liste des pays qui aident le terrorisme, c'est retrouver la vérité dans nos relations et le début d'un nouveau dialogue pour surmonter les problèmes de notre Amérique commune", a fait remarquer le dignitaire.

Il a ajouté que le pays dont le gouvernement a demandé de faire un tel tour de passe-passe avec un pays qui a aidé à la paix en Colombie, demande maintenant, par la voix de son gouvernement, de mettre fin à ce tour de passe-passe. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/334471-le-president-colombien-a-lonu-qualifie-dinjuste-le-blocus-de-cuba>



Radio Habana Cuba